

Convention collective

**IDCC : 9111. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE**

(Aude)

(12 juillet 1978)

(Etendue par arrêté du 23 mai 1979,
Journal officiel du 3 juin 1979)

AVENANT N° 88 DU 14 DÉCEMBRE 2011

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : *AGRS1297058M*

IDCC : 9111

Entre :

La section des employeurs de main-d'œuvre du syndicat des exploitants agricoles du Lauragais,

D'une part, et

La section fédérale de l'Aude du syndicat FO et le SYNFOCA ;

Le syndicat départemental de l'agriculture de l'Aude CFDT ;

L'union départementale du syndicat de l'Aude CGT ;

Le syndicat de l'agriculture du golfe du Lion CFTC ;

Le syndicat départemental des cadres de l'agriculture de l'Aude CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 19 « Période d'essai » (avenant n° 45 du 30 mars 1995) est supprimé et remplacé ainsi qu'il suit :

« A la conclusion du contrat, les parties ont la possibilité de prévoir une période d'essai. Celle-ci peut être renouvelée une fois. Ce renouvellement est expressément stipulé dans le contrat de travail.

La période d'essai est déterminée comme suit :

- pour les salariés sous contrat à durée déterminée, la période d'essai ne peut excéder une durée calculée à raison de 1 jour par semaine dans la limite de 2 semaines lorsque la durée initialement prévue au contrat est au plus égale à 6 mois et de 1 mois dans les autres cas ;
- pour les contrats à durée indéterminée :
 - salarié non cadre : 2 mois ;
 - technicien et agent de maîtrise : 3 mois ;
 - cadre : 4 mois.

a) Rupture à l'initiative de l'employeur

Rupture de la période d'essai : la rupture de la période d'essai donne lieu à un délai de prévenance :

Pour l'employeur, ce délai s'applique aux contrats à durée indéterminée et aux contrats à durée déterminée ayant une période d'essai d'au moins 1 semaine.

Pour les salariés non cadres, il est de :

- 24 heures quand le salarié était présent depuis moins de 8 jours ;
- 48 heures quand la présence est comprise entre 8 jours et 1 mois ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

b) Rupture à l'initiative du salarié

Pour le salarié non cadre le délai de prévenance est de :

- 24 heures en dessous de 8 jours de présence ;
- 48 heures au-delà de 8 jours de présence.

Durant la période d'essai, le salarié est payé au taux correspondant à l'emploi effectivement occupé.

La rupture de l'engagement au cours de la période d'essai ne donne lieu à aucun préavis ou indemnité. »

Article 2

L'article 55 « Indemnité de licenciement » (avenant n° 45 du 30 mars 1995) est supprimé et remplacé comme suit :

« Tout salarié, lié par un contrat de travail à durée indéterminée, qui est licencié alors qu'il compte au moins 1 an d'ancienneté, a droit, sauf faute lourde ou grave, à une indemnité de licenciement. Cette indemnité, non soumise aux cotisations d'assurances sociales, est calculée comme suit :

- moins de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté ;
- à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté, plus 2/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est 1/12 de la rémunération brute des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié, 1/3 des 3 derniers mois.

Les circonstances qui, en vertu soit des dispositions législatives ou réglementaires (rappel sous les drapeaux, congé prénatal ou postnatal, grèves), soit de la présente convention collective, soit d'usages, soit de stipulations contractuelles, soit de la jurisprudence (maladie, accident du travail, maladie professionnelle, etc.) entraînent la suspension du contrat de travail, ne sont pas regardées comme interrompant l'ancienneté du salarié pour l'application du présent article. »

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, unité territoriale de l'Aude, chemin de Maquens, BP 1006, 11850 Carcassonne Cedex 09.

Fait à Carcassonne, le 14 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)